

## L'INDUSTRIE

LE RAPPORT SUR L'APPARTENANCE  
ÉTRANGÈRE

**M. R. N. Thompson (Red Deer):** Ma question s'adresse au premier ministre, monsieur l'Orateur. A la suite de la déclaration faite hier par le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources et des diverses déclarations du premier ministre, annonçant le dépôt du rapport sur la propriété étrangère, le premier ministre peut-il nous indiquer maintenant quand ce rapport sera déposé?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** La dernière fois qu'une question m'a été posée à ce sujet, j'ai répondu qu'il m'était impossible de prévoir une date. Cela demandera encore quelque temps. Je ne puis rien dire de plus.

## AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE PILOTAGE D'AVIONS MILITAIRES ÉGYPTIENS  
PAR DES SOVIÉTIQUES

**M. Andrew Brewin (Greenwood):** J'aimerais demander au secrétaire d'État aux Affaires extérieures s'il sait quelque chose des Soviétiques qui piloteraient des avions militaires égyptiens au Moyen-Orient. Si oui, le gouvernement a-t-il fait des instances auprès du gouvernement de l'URSS relativement au danger d'une confrontation entre les appareils pilotés par les Soviétiques et ceux des Israéliens?

**L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Nous avons essayé d'obtenir le maximum de renseignements de nos représentants au Moyen-Orient. Je compte avoir le plaisir de souhaiter la bienvenue au ministre des Affaires extérieures d'Israël à son arrivée au Canada la semaine prochaine et je m'entretiendrai probablement de cette affaire avec lui.

## L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

LA DÉSIGNATION DE ZONES SPÉCIALES DANS  
LA CIRCONSCRIPTION DE CHAMPLAIN

[Français]

**M. René Matte (Champlain):** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de l'Expansion économique régionale.

La région de La Tuque ou d'autres régions de la circonscription de Champlain seront-elles bientôt déclarées zones spéciales?

**L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale):** Je ne crois pas, monsieur l'Orateur.

## AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE TRANSPORT DE GAZ INCAPACITANT  
D'OKINAWA AUX ÉTATS-UNIS

[Traduction]

**M. David Anderson (Esquimalt-Saanich):** Le 29 janvier, monsieur l'Orateur, j'ai demandé au secrétaire d'État aux Affaires extérieures s'il avait reçu une réponse de l'ambassadeur du Canada à Washington concernant l'expédition projetée par les États-Unis de gaz incapacitant par le détroit Juan de Fuca. Je crois savoir que le ministre a reçu maintenant certains renseignements à ce sujet et je me demande si je pourrais reposer ma question à présent.

**L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Je crois savoir qu'à 2 heures aujourd'hui, le gouvernement américain va publier une déclaration sur les mesures de sécurité qu'il a l'intention de prendre vis-à-vis de cette expédition. Mais, sauf erreur, la décision définitive d'effectuer ce transport ne sera pas prise tant que l'affaire sera devant les tribunaux américains. Je continue donc à espérer qu'il sera possible aux intéressés soit d'éviter de procéder à ce transport soit de trouver un autre itinéraire.

**M. T. C. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles):** Puis-je demander au secrétaire d'État s'il a reçu une réponse favorable du gouvernement des États-Unis après avoir insisté pour qu'on trouve un autre itinéraire pour le transport de ce gaz incapacitant?

**L'hon. M. Sharp:** Monsieur l'Orateur, je le répète, le gouvernement des États-Unis n'a pas décidé quand il autoriserait le transfert, en attendant le règlement du litige suscité par les gouvernements de certains États où passera le gaz innervant. Dès lors, je ne peux réellement répondre à la question.

Pendant, je crois comprendre que le gouvernement des États-Unis lui-même est convaincu que les mesures de sécurité sont suffisantes, et je crois qu'il nous autorisera à révéler ces mesures. Nous avons également un comité qui travaille en collaboration avec le gouvernement de la Colombie-Britannique, de sorte que nous pourrions prendre les précautions qui se révéleront nécessaires si les États-Unis décidaient effectivement de faire ces expéditions, nonobstant nos instances.

**M. R. Gordon L. Fairweather (Fundy-Royal):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire. N'est-ce pas un aspect du droit international qui est assez clair, savoir que le gouvernement des États-Unis doit